

Mexique

Évolution récente, réformes structurelles et défis à venir

Le gouvernement mexicain a mis en oeuvre ces dernières années une série de réformes économiques visant à renforcer les fondamentaux et la capacité du pays à faire face aux chocs extérieurs. Au vu des progrès accomplis, les autorités sont convaincues que le temps des crises est maintenant révolu et que le Mexique peut entamer le nouveau millénaire avec une économie stable et en expansion.

José Angel Gurría

EN 1999, GRÂCE À l'application de politiques judicieuses, le Mexique a atteint, et dans certains cas dépassé, les principaux objectifs macroéconomiques fixés par le gouvernement (tableaux 1 et 2). La croissance économique, de 3,6 %, a dépassé les 3 % envisagés en début d'année, à la faveur de l'augmentation de la demande intérieure et extérieure de biens et de services. Cette croissance est génératrice de nouveaux emplois et d'une forte réduction des taux de chômage. Au cours des onze premiers mois de 1999, le nombre total de travailleurs enregistrés par l'Institut mexicain de sécurité sociale a augmenté de plus de 870.000, et le taux de chômage déclaré est tombé à son niveau le plus faible depuis 1985.

La discipline budgétaire reste la pierre angulaire de la stratégie économique du Président Ernesto Zedillo, et la prudence en la matière a contribué à la stabilité macroéconomique et à l'augmentation de l'épargne intérieure. En atteignant l'objectif fixé pour le déficit budgétaire en 1999 — 1,25 % du PIB —, le gouvernement a pu abaisser le ratio de la dette publique nette au PIB de 27,9 % fin 1998 à 25,3 % en 1999. En outre, la politique de gestion de la dette publique est restée en phase avec le renforcement de l'économie. L'amortissement de la dette extérieure du sec-

teur public sur le marché pour le dernier trimestre de 1999 et l'an 2000 s'élève à 2,3 milliards de dollars.

Le repli de l'inflation est un autre grand succès de ces dernières années. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 12,32 % en 1999, contre un objectif de 13 % fixé en début d'année. Dans le secteur extérieur, la tendance positive des exportations hors pétrole a été confirmée par un accroissement de 15,0 % en 1999, et la balance commerciale a également reflété la hausse des prix internationaux du pétrole. En 1999, le déficit des transactions courantes a atteint 13,0 milliards de dollars (2,8 % du PIB), et l'investissement direct étranger 10,7 milliards de dollars (76,6 % du déficit des transactions courantes).

La flexibilité du taux de change a en outre contribué à amortir l'impact des chocs extérieurs de manière ordonnée, et le cours du peso s'est révélé moins instable que prévu. En 1999, celui-ci s'est apprécié de 3,6 % par rapport au dollar.

Stratégie économique pour l'an 2000

En l'an 2000, le Mexique continuera de suivre une orientation prudente, compte tenu de la possibilité d'un ralentissement



José Angel Gurría est Ministre des finances et du crédit public du Mexique.

Tableau 1
Le renforcement de l'économie mexicaine : indicateurs

	1993	1994	1998	1999 ¹
Épargne, en pourcentage du PIB ²				
Totale	21,0	21,7	24,4	23,9
Intérieure	15,2	14,7	20,5	21,0
Extérieure	5,8	7,0	3,8	2,9
Déficit des transactions courantes				
Millions de dollars	23.399,2	29.662,0	15.957,7	13.965,1
En pourcentage du PIB	5,8	7,0	3,8	2,9
Investissement direct étranger				
Millions de dollars	4.388,8	10.972,5	10.237,5	10.700,0
En pourcentage du déficit extérieur courant	18,8	37,0	64,2	76,6
Dettes extérieures nettes du secteur public				
Millions de dollars	69.362,1	76.889,9	82.222,1	83.251,1 ³
En pourcentage du PIB	16,1	26,8	19,6	16,3 ³
Paievements d'intérêts sur la dette extérieure du secteur public, en pourcentage des recettes d'exportation	9,3	8,8	5,4	5,0 ⁴
Titres d'État détenus par des résidents à l'étranger				
Millions de dollars	21.877,9	19.575,9	2.476,2	2.136,5 ⁵
Amortissements sur le marché de la dette extérieure du secteur public pour l'année à venir ⁶				
Millions de dollars	12.776,2	20.017,9	1.624,6	2.482,4 ⁴
Échéance moyenne des titres d'État				
Nombre de jours	285,0	306,4	421,2	561,2 ⁷
Réserves internationales nettes				
Millions de dollars	24.537,5	6.148,2	30.139,8	30.733,5 ⁷
M2/réserves internationales nettes	6,3	17,4	6,0	7,4 ⁸
M3/réserves internationales nettes	7,2	20,5	6,1	7,5 ⁸

Sources : Mexique, Ministère des finances et du crédit public; Institut national de la statistique, de la géographie et de l'informatique; Banque du Mexique

¹ Estimations, sauf indication contraire.

² En 1998, les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des données.

³ Au 30 octobre.

⁴ Au troisième trimestre.

⁵ Au 29 décembre.

⁶ Y compris les *Tesobonos* indexés sur le dollar arrivant à échéance en 1995.

⁷ Au 30 décembre.

⁸ Au 30 novembre.

économique aux États-Unis. Le gouvernement mexicain a aussi pris les mesures nécessaires pour pouvoir faire face aux chocs extérieurs et pour que les prochaines élections nationales puissent se dérouler dans un environnement économique stable.

La stratégie économique pour l'an 2000 vise à maintenir les tendances positives en matière de croissance économique, de création d'emplois et d'inflation, à accroître les dépenses sociales et à assurer une transition sans heurt au nouveau gouvernement. Pour veiller à la réalisation de ces objectifs, le gouvernement mexicain est résolu à maintenir la discipline des finances publiques et à poursuivre le processus de réforme structurelle.

Discipline des finances publiques. Le budget 2000 prévoit un déficit public de 1 % du PIB. Les recettes budgétaires totales doivent dépasser 20 % du PIB, tandis que les dépenses publiques resteront constantes, quoique supérieures à 20 % du PIB pour l'année.

Les dépenses publiques resteront centrées sur le volet social, en particulier l'éducation, la santé, la sécurité sociale et la lutte contre la pauvreté. Les crédits alloués aux programmes sociaux et à la lutte contre la pauvreté ex-

trême seront sensiblement accrus en termes réels.

La politique budgétaire doit déboucher sur une légère diminution du ratio de la dette publique nette au PIB. La gestion de la dette intérieure visera principalement à réduire le risque de refinancement et la sensibilité du coût de la dette aux variations des taux d'intérêt, ainsi qu'à développer un marché à long terme de titres d'État libellés en pesos. Le gouvernement mexicain continuera aussi de chercher à refinancer efficacement la dette intérieure — de façon à améliorer les échéances et les coûts des titres correspondants — et à lisser le profil de l'amortissement de la dette extérieure publique. L'amortissement de la dette extérieure sur le marché n'est que de 1,9 milliard de dollars pour l'an 2000 et 1,6 milliard pour 2001, ce qui est gérable et compatible avec le budget 2000.

La politique budgétaire est en phase avec les politiques monétaire et de change. En l'an 2000, la banque centrale restera fidèle à son objectif qui est de contenir le taux d'inflation annuel à 10 %. En outre, le Mexique maintiendra son régime de taux de change flottant, qui a permis d'opérer un ajustement ordonné face aux chocs extérieurs, d'accroître la part des apports de capitaux à long terme,

de réduire le risque d'assauts spéculatifs et d'empêcher des désalignements du taux de change réel. On prévoit que le déficit des transactions courantes sera de 3,1 % du PIB, ou 15,4 milliards de dollars, et restera à des niveaux viables et compatibles avec le volume des investissements directs étrangers. Par ailleurs, l'épargne intérieure doit atteindre près de 21 % du PIB en l'an 2000.

Réformes structurelles. Les réformes centrées sur la libéralisation économique et financière ont permis à l'économie mexicaine de tirer parti des avantages de la mondialisation tout en limitant les risques inhérents à ce processus. Ces réformes — libéralisation du commerce extérieur, des mouvements de capitaux et des marchés financiers, développement de la participation du secteur privé dans les secteurs clés de l'économie et réformes de la fiscalité, du marché du travail et des systèmes de pension — ont transformé une économie fermée, étroitement réglementée et caractérisée par une forte intervention de l'État en une économie ouverte, guidée par le marché.

• Depuis son adhésion officielle, en 1985, à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (prédécesseur de l'Organisation mondiale du commerce), le Mexique a pris des

Tableau 2
Mexique : cadre macroéconomique

	1998	1999	2000 ¹
Croissance réelle du PIB (en pourcentage)	4,8	3,6 ²	4,5
Inflation ³	18,6	12,32 ⁴	10,0
Taux de change nominal			
Fin de période	9,87	9,51	10,7 ⁵
Taux d'intérêt (<i>Cetes</i> à 28 jours)			
Taux nominal, moyen	24,8	21,3 ⁴	16,4
Taux réel	7,7	10,1 ⁴	7,0
Transactions courantes			
Millions de dollars	-15.957,7	-13.009,2 ⁶	-15.408,2
En pourcentage du PIB	-3,8	-2,9 ⁶	-3,1
Solde budgétaire du secteur public en pourcentage du PIB	-1,26	-1,25 ⁶	-1,00
DONNÉES CONNEXES			
PIB des États-Unis			
Croissance réelle (en pourcentage)	3,9	3,7 ⁶	2,6
Inflation aux États-Unis ³	1,6	2,2 ⁶	2,5
Prix du pétrole (mélange mexicain)			
Prix moyen (en dollars/baril)	10,2	15,7 ⁴	16,0
Production moyenne (milliers de barils/jour)			
	1,719	1,554 ⁶	1,525
Taux d'intérêt étranger			
LIBOR (pourcentage) ⁷	5,5	5,5 ⁴	6,1

Source : Mexique, Ministère des finances et du crédit public

¹ Projections.

² Taux consensuel retenu par les analystes.

³ Augmentation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation de décembre de l'année précédente à décembre de l'année indiquée.

⁴ Au 30 décembre.

⁵ Du fait que le taux de change est flottant, ce chiffre n'est pas une projection ni un objectif, mais il est retenu comme valeur de référence à des fins d'estimation.

⁶ Estimations.

⁷ Pour l'an 2000, le chiffre indiqué pour le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) est fondé sur les cotations futures.

mesures de libéralisation des échanges rapide et en profondeur, parmi lesquelles un programme de déréglementation du secteur public, l'adoption d'une loi sur la concurrence, l'élimination du contrôle des prix et la négociation d'accords de libre-échange. Au seuil de l'an 2000, le Mexique a amélioré sa position dans l'arène internationale grâce à huit accords commerciaux bilatéraux et à l'accès qu'ils lui donnent aux principaux marchés mondiaux, à savoir l'Amérique du Nord et, plus récemment, l'Union européenne. La politique extérieure du Mexique privilégie le renforcement de sa participation au processus de libéralisation des échanges, en particulier avec les membres de la Coopération économique Asie-Pacifique et six autres pays d'Amérique latine.

- La libéralisation des mouvements de capitaux a joué un rôle clé dans les efforts d'intégration économique et financière du Mexique au reste du monde. Le gouvernement a éliminé les restrictions aux entrées de capitaux, notamment aux emprunts sur les marchés étrangers, aux investissements étrangers en titres mexicains et à la participation d'acteurs étrangers au marché monétaire intérieur. Les restrictions aux sorties de capitaux ont aussi été abolies.

- Au début des années 80, l'État était un acteur essentiel de l'économie, car il avait des activités dans presque tous

les secteurs. Il a, depuis, considérablement réduit sa participation directe à l'activité économique et son rôle se limite à présent à fournir des services publics et un cadre juridique adéquat, à garantir la concurrence et, avant tout, à mener à bien les programmes de développement social.

- La réforme de la fiscalité est un processus en évolution. D'année en année, le gouvernement a pris des mesures visant à rendre le système plus efficace, plus transparent et plus progressif. Il prévoit en outre de mettre au point une réforme exhaustive des finances publiques qui permettra d'élargir la base d'imposition, d'améliorer la discipline fiscale et de réduire la dépendance du secteur public vis-à-vis des recettes liées au pétrole.

- Les récentes améliorations apportées au système financier mexicain sont un élément clé du processus de réforme structurelle. Un système bancaire sain et robuste est indispensable pour porter l'épargne intérieure à des niveaux compatibles avec les besoins d'investissement du Mexique et pour permettre à tous les secteurs d'y avoir accès, dans des conditions de concurrence.

La mesure la plus importante qui ait été prise à ce jour est la création de l'Institut pour la protection de l'épargne bancaire, qui a repris les fonctions de l'ancien Fonds bancaire pour la protection de l'épargne et est chargé de vendre les actifs acquis dans le cadre de divers programmes publics de soutien des banques et de gérer un nouveau dispositif de garantie des dépôts. En outre, le Congrès mexicain a autorisé les investisseurs étrangers à détenir une part majoritaire dans les banques du pays, quelle que soit leur taille. Cette mesure aidera à renforcer la base de capital du système bancaire. Par ailleurs, le Sénat a récemment approuvé une loi sur les faillites des sociétés, dont la chambre basse est à présent saisie.

Les autorités mexicaines ont aussi renforcé le cadre de réglementation et de surveillance du système financier. Dans ce contexte, une commission chargée de la protection des utilisateurs de services financiers a été récemment créée pour aider, notamment, au développement d'une culture financière plus solide. En outre, les autorités de contrôle se sont efforcées d'améliorer la transparence et les délais de communication des informations financières (publiques et privées) ainsi que l'accès à ces informations.

- Bien que les marchés de capitaux mexicains se soient considérablement développés ces dernières années, certains éléments restent à mettre en place. Le Mexique n'ayant pas de courbe de rendement pour les titres publics à court terme au-delà d'un an, il a commencé à émettre des bons d'État à taux fixe à échéance de trois ans. Par ailleurs, un marché de contrats à terme et d'options a été créé pour offrir aux participants de meilleurs instruments de gestion du risque tout en permettant aux marchés financiers de gagner en profondeur, en liquidité et en stabilité.

- Le système des pensions a été réformé en 1997 en vue de remplacer le financement par répartition par un système entièrement capitalisé. Le cadre réglementaire et l'autorité de contrôle des fonds de pensions ont été renforcés, et ces fonds sont maintenant gérés par des institutions privées. Cette réforme, outre qu'elle représente une avancée considérable en matière de protection sociale, a contribué à accroître

l'épargne intérieure à long terme et à approfondir le marché des capitaux, évolutions qui se traduiront à leur tour par une augmentation des financements à long terme pour les projets d'investissement.

Vers une transition en douceur

L'action menée par l'actuel gouvernement a fondamentalement renforcé l'économie, et les réformes structurelles ont favorisé une augmentation de la productivité. Grâce à cela, l'économie est maintenant en expansion tandis que l'inflation diminue. Contrastant avec l'instabilité qui régnait au Mexique en 1994, les tendances actuelles sont viables. Ainsi,

- le déficit extérieur courant demeure modéré (à environ 3 % du PIB, contre près de 7 % en 1994) et compatible avec les apports d'investissement direct étranger;
- les réserves internationales dépassent 30 milliards de dollars, record sans comparaison avec les 6 milliards de dollars enregistrés en 1994;
- l'épargne intérieure devrait atteindre 21,7 % du PIB en l'an 2000, contre 14,7 % en 1994;
- le besoin de refinancement rapporté au montant de la dette extérieure est modéré; on prévoit que le ratio de la dette extérieure publique nette aux exportations totales sera de 55,6 % en 2000 — moins de la moitié du niveau de 126,3 % en 1994;
- le régime de taux de change flottant empêche l'accumulation de déséquilibres extérieurs et décourage les entrées de capitaux à court terme, tandis qu'il encourage les entrées à long terme sous forme d'investissements directs étrangers et réduit le risque d'assauts spéculatifs.

Afin d'assurer une transition en douceur après le gouvernement Zedillo, un programme de renfort financier a été annoncé en 1999. Ce programme réunit un montant total de

financements de 16,9 milliards de dollars, dont 4,2 milliards consentis par le FMI, 5,2 milliards par la Banque mondiale, 3,5 milliards par la Banque interaméricaine de développement et 4 milliards sous forme de lignes de crédit de la banque Export-Import des États-Unis, qui sont destinées à financer les importations de biens et de services en provenance des États-Unis. En outre, le gouvernement mexicain a renouvelé jusqu'à fin 2000 l'accord-cadre avec les États-Unis et le Canada qui comprend une ligne de crédit de 6,8 milliards de dollars.

Conclusion

Les solides performances de l'économie mexicaine au milieu de la tourmente financière qui a récemment balayé le monde attestent le bien-fondé des politiques cohérentes et prudentes qui ont été menées par l'actuel gouvernement. Elles ont été guidées par le principe selon lequel des politiques saines, propres à renforcer la confiance des agents économiques et à favoriser la concurrence dans les secteurs productifs sont indispensables à une croissance économique et à des créations d'emplois durables. Dans le contexte de la poursuite des réformes structurelles, les politiques budgétaire, monétaire et de change du Mexique devront épauler pleinement les efforts visant à parvenir à des taux de croissance plus élevés et durables.

Les sources de vulnérabilité économique du passé ont été considérablement réduites, et le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour s'assurer d'un accès rapide à des concours financiers substantiels qui lui permettent de faire face aux chocs extérieurs ou autres imprévus. À l'orée du nouveau millénaire, il a mis en place les conditions d'une transition en douceur et d'une amélioration durable du niveau de vie de la population mexicaine. **F&D**